

DIRECTION DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

s.C.41.129.1.(55). - GAM/IC

Berne, le 18 avril 1991

NOTE DE DOSSIER

Question du gel des avoirs somaliens en Suisse

Le mardi 16 avril 1991, une délégation somalienne s'est rendue à Berne dans le but de procéder à un échange de vues avec les autorités suisses au sujet de la question citée en marge. Les trois membres de la délégation somalienne, à savoir M. Ali Abdi Amalow, Gouverneur de la Banque centrale, M. Abdi Ali Hussein, Conseiller économique, et M. Mohamed Dubad, Chargé d'affaires auprès de la Mission permanente de la Somalie à Genève, ont été reçus par le ministre B. Godet (DDIP) en compagnie de MM. P. Schmid et M.-A. Fels (OFP), De Luca (Div. Pol. II) et du soussigné.

Avant d'entamer les entretiens, la délégation somalienne a transmis aux autorités suisses une note que le gouvernement somalien adressait au DFAE et dont on trouvera copie en annexe.

La délégation somalienne a ensuite fait état de lourds soupçons de corruption qui pèsent sur un certain nombre de personnes en Somalie, en particulier Syad Barre, les membres de sa famille et ses proches associés. D'importants fonds appartenant au peuple somalien auraient été détournés et transférés sur des comptes bancaires en Suisse, vraisemblablement à Genève, Zurich et au Tessin, mais également en France et aux Etats-Unis. Il semblerait cependant que toutes les preuves aient été systématiquement détruites.

Bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise jusqu'à présent, le gouvernement intérimaire somalien aurait la ferme intention d'engager une procédure judiciaire à l'encontre de toutes les personnes impliquées dans ces détournements de fonds ou soupçonnées d'y avoir participé.

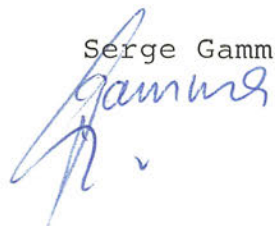
- 2 -

Dans cette perspective, les somaliens souhaiteraient pouvoir compter sur l'appui des autorités suisses par la voie de l'entraide judiciaire et surtout obtenir, à titre de mesure provisoire, le blocage des fonds qui seraient déposés en Suisse.

Le ministre B. Godet et M. P. Schmid, vice-directeur de l'OFPP, ont exposé à la délégation somalienne les principes fondamentaux régissant la Loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale du 20 mars 1981 ainsi que les conditions auxquelles devrait répondre une demande d'entraide judiciaire et plus particulièrement une requête de mesures provisoires visant à geler les avoirs somaliens en Suisse.

Les entretiens ont permis à la délégation somalienne de se faire une idée plus précise des voies et moyens permettant d'obtenir l'entraide judiciaire en Suisse et il y a lieu de s'attendre à ce que nos autorités soient saisies prochainement d'une demande d'entraide en bonne et due forme élaborée sur la base des conseils de Me Lenz, avocat du gouvernement provisoire de la Somalie.

Serge Gamma



Annexe mentionnée

- 3 -

Copie avec annexe à:

- OFP
- Secrétariat BRF
- Secrétariat JAC
- Serv. presse et information, DFAE
- Div. pol. II
- Serv. écon. et financier
- Ambassade de Suisse, Paris
- Ambassade de Suisse, Nairobi
- Ambassade de Suisse, Rome
- Mission permanente, Genève
- KT/GT/VDF
- BWE/SE
- GAM

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Somali Republic

Prime Minister Office

الجمهورية الصومالية

مكتب رئيس الوزراء

Date 16 april 1991

en	GAM				6/2
Date	16/4				
Vue					
EDA	16 AVR 1991				
Ref.	S. C. 41.129.1. (55)				

التاريخ

The Somali Government presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Federal Government of Switzerland and has the honour to bring the Following to its attention:

For over 21 years Somalia was ruled by a military Dictator called Mohamed Siyaad BARRE . After a long struggle and a devastating civil war, the Somali People liberated themselves. A civil interim Administration is currently responsible in running the day to day affairs of the Nation .

During the long tenure of his presidency Mr. Barre has systematically destroyed all existing Government Institutions responsible for checks and balances.

Among the institutions abolished were elected parliament independent judiciary and free press . With this background in mind members of Siyaad Barres Family and close associates were given leadership roles in most financial institutions and key overseas diplomatic Missions . This combination facilitated the improper channelling of Government funds to illegitimate beneficiaries .

As an illustration the Government purchased residential property in Geneva. The down payment and other preliminary expenses for this transaction were US 800.000 . todote records indicate that approx. US 350.000 has been applied towards this commitment . It was also legal requirement to deposit a guarantee of SFR. 300.000 by way of guarantee . This was properly executed about 4 years ago. However, in December 1990 a duplicate amount intended for the same purpose was transfered from Somalia. In addition the Mission has unpaid obligations estimated to be SFR 150.000 . Available records indicate that corresponding amounts were actually transfered from Somali Central Bank .

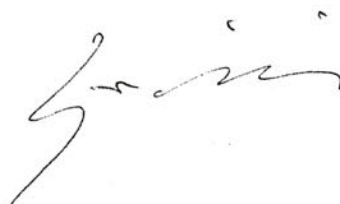
In conclusion it is the intention of the Somali Government to initiate legal action in Somalia against all involved parties . In the meantime we kindly request the esteemed Swiss authorities to apply interim measures on the basis of the Federal law on Inter judicial assistance in penal matters dated 20 Mars 1981 .

./..

-2-

For follow-up and legal details our lawyers M/S LENZ & STAEHELIN of Geneva will be in contact with you .

The Government of SomaliRepublic avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Federal Government of Switzerland the assurances of its highest consideration .



SWISS FEDERAL DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS

BUNDESHAUS . WEST

3003 BERN